

## Un scénario électoral encore fragile

**La majorité et une partie minoritaire de l'opposition congolaises se sont accordées sur un scénario électoral. Tiendra-t-il la route ?**

Les négociateurs du «dialogue national» congolais ont trouvé un accord sur la «séquence des élections» à venir en République démocratique du Congo, mais sans en fixer les dates.

Aux termes de cet accord, «*la présidentielle, les législatives nationales et les législatives provinciales (...) se dérouleront exactement le même jour*», ont déclaré, chacun de leur côté, le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, commodérateur du dialogue pour le compte de la Majorité présidentielle, et Vital Kamerhe, commodérateur de la frange minoritaire de l'opposition qui a accepté de reprendre le dialogue avec le pouvoir.

Les deux parties ont indiqué qu'elles laisseront le soin à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de fixer la date de ces divers scrutins en fonction du temps nécessaire à la constitution de listes électorales fiables.

Avant la suspension des travaux, la délégation de l'opposition insistait pour «*tenir en priorité la présidentielle*». La majorité présidentielle, au contraire, affirmait qu'il faudrait tenir cette élection après l'organisation de tous les autres

scrutins en retard.

En fixant toutes les élections à la même date, mais après la mise à jour du fichier électoral, chacun des acteurs peut se targuer d'avoir engrangé un acquis.

Sur l'avenir du chef de l'État, Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, M. Thambwe a déclaré que celui-ci restera en fonction au-delà du 20 décembre, date de la fin de son mandat. Comme l'y autorise un arrêt rendu en mai par la Cour constitutionnelle, a-t-il rappelé.

### Gouvernement élargi ?

Le ministre de la Justice a également souligné que la majorité est favorable à la constitution d'un gouvernement élargi à des membres de l'opposition.

M. Kamerhe a laissé entendre pour sa part, que la question du maintien de M. Kabila après le 20 décembre n'a pas encore été tranchée mais que la responsabilité de la non-tenue de la présidentielle dans les temps prévus par la Constitution incombe au gouvernement et que celui-ci devrait par conséquent «*tomber*».

Avant l'annonce de l'accord, la Lutte pour le changement (Lucha), mouvement de jeunes indignés né dans l'est du pays et se présentant comme non partisan, avait présenté son «*ultime solution*» pour permettre la tenue de la présidentielle avant la fin du mandat de M. Kabila. Faute de fichier électoral fiable, la Lucha proposait que l'identification et l'inscription des électeurs aient lieu en même temps que le vote, sur «*un ou deux jours*». S'adressant à la «*classe politique*», la Lucha espérait qu'elle

saisirait sa proposition comme une «*dernière occasion de revenir sur la voie de la sagesse*» plutôt que d'entraîner le pays dans une période incertaine de suspension du cadre constitutionnel. Son appel n'a pas été entendu.

Rassemblée autour de l'opposant historique Etienne Tshisekedi, la majeure partie de l'opposition a de son côté appelé à manifester dans tout le pays ce lundi 19 septembre pour exiger la convocation des électeurs aux urnes, et le départ de M. Kabila le 20 décembre. ■